

AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C - 2017/11268]

12 MARS 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant le lieu d'établissement, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 2, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant le lieu d'établissement, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 novembre 2016 ;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 6 janvier 2017 ;

Vu l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis 60.889/3 du Conseil d'Etat, donné le 23 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant le lieu d'établissement, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « d'un secrétariat qui comporte du personnel administratif. » sont remplacés par les mots « d'un staff composé de collaborateurs et de personnel administratif. » ;

2^o le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Pour la gestion journalière, l'administrateur délégué se concerta régulièrement avec les responsables des administrations. » ;

3^o le paragraphe 3, b), est complété par les mots « et ce qui concerne l'audit interne de manière indépendante conformément à l'article 7, § 1^{er}, avant-dernier alinéa de l'arrêté royal du 17 août 2007 relatif aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral ».

Art. 2. A l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 3, le mot « sept » est remplacé par le mot « neuf » ;

2^o à l'alinéa 5, les mots « chaque mois, sauf éventuellement pendant les mois de juillet et d'août. » sont remplacés par les mots « dix fois par an. ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, c), les mots « , du bien-être des animaux, » sont abrogés ;

2^o dans le paragraphe 2, premier tiret, les mots « la santé des végétaux, » sont insérés devant les mots « la production et le commerce des végétaux » ;

3^o dans le paragraphe 2, deuxième tiret, les mots « la santé animale, » sont insérés devant les mots « la production et le commerce des animaux » ;

4^o dans le paragraphe 2, cinquième tiret, les mots « l'intégration de l'information d'entreprise, » sont insérés devant les mots « la traçabilité » ;

5^o dans le paragraphe 2, sixième tiret, les mots « l'évaluation des risques et » sont insérés devant les mots « le secrétariat ».

FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C - 2017/11268]

12 MAART 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot vaststelling van de vestigingsplaats, de organisatie en de werking van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 2, tweede lid ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot vaststelling van de vestigingsplaats, de organisatie en de werking van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 november 2016 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 6 januari 2017 ;

Gelet op artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op advies 60.889/3 van de Raad van State, gegeven op 23 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot vaststelling van de vestigingsplaats, de organisatie en de werking van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « een secretariaat dat administratief personeel omvat. » vervangen door de woorden « een staf bestaande uit stafmedewerkers en administratief personeel. » ;

2^o paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende : « Voor het dagelijks beheer overlegt de gedelegeerd bestuurder regelmatig met de verantwoordelijken van de besturen. » ;

3^o paragraaf 3, b), wordt aangevuld met de woorden « en wat de interne audit betreft op een onafhankelijke manier in overeenstemming met artikel 7, § 1, voorlaatste lid van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 betreffende de interne auditactiviteiten binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht ».

Art. 2. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het derde lid, wordt het woord « zeven » vervangen door het woord « negen » ;

2^o in het vijfde lid, worden de woorden « maandelijks, behalve eventueel in de maanden juli en augustus. » vervangen door de woorden « tien maal per jaar. ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, c), worden de woorden « , het dierenwelzijn » opgeheven ;

2^o in paragraaf 2, eerste streepje, worden de woorden « de gezondheid van de planten, » ingevoegd vóór de woorden « de productie van en de handel in planten » ;

3^o in paragraaf 2, tweede streepje, worden de woorden « de diergezondheid, » ingevoegd vóór de woorden « de productie van en de handel in dieren » ;

4^o in paragraaf 2, vijfde streepje, worden de woorden « de integratie van bedrijfsinformatie, » ingevoegd vóór de woorden « de traceerbaarheid » ;

5^o in paragraaf 2, zesde streepje, worden de woorden « de risico-evaluatie en » ingevoegd vóór de woorden « het secretariaat ».

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, c), les mots « et le bien-être des animaux » sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, g), les mots « du bien-être des animaux, et » sont abrogés ;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, la phrase « Les services d'inspection sont divisés en onze unités de contrôle, à savoir une par province et une pour la Région de Bruxelles-Capitale. » est remplacée par la phrase

« Les services d'inspection sont organisés en unités de contrôle géographiques, dont une pour la Région de Bruxelles-Capitale, et des unités de contrôle thématiques. L'administrateur délégué de l'Agence détermine la division en unités de contrôle et la soumet pour approbation au Ministre » ;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « trois » et « au maximum » sont abrogés ;

5° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé ;

6° dans le paragraphe 4, alinéa 3, les mots « au sein des services d'inspection » sont abrogés ;

7° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « Au sein des services d'inspection, l'administrateur délégué » sont remplacés par les mots « L'administrateur délégué de l'Agence ».

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les a) à h) sont remplacés par ce qui suit :

«

a) du développement de méthodes d'examen et d'analyse nouvelles ou adaptées lorsque les méthodes reconnues au niveau national et international font défaut, sont insuffisantes ou inadéquates ;

b) de l'entretien de contacts et l'organisation de la coopération avec les laboratoires européens de référence et les laboratoires internationaux ;

c) de l'agrément et l'organisation de tests interlaboratoires ;

d) de l'exécution dans ses propres laboratoires ou dans des laboratoires externes, des examens et des analyses programmés et non-programmés, y compris l'organisation de l'expédition (dispatching) des échantillons et les activités d'étalonnage ;

e) de l'exécution d'examens et d'analyses demandés par des tiers ;

f) de la sélection et de l'agrément d'autres laboratoires pour l'exécution d'examens et d'analyses spécifiques ;

g) de la sélection et de l'évaluation et/ou de l'exécution de tâches des laboratoires de référence pour des examens et analyses spécifiques ;

h) du contrôle du fonctionnement des laboratoires agréés et des laboratoires de référence ;

i) du contrôle de la validation des méthodes d'examen et d'analyse employées ;

j) du suivi des développements scientifiques dans le domaine des laboratoires ;

k) du contrôle de l'exécution des missions confiées à des organisations externes autres que des laboratoires externes. » ;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Au sein de l'administration des laboratoires sont créées d'une part la direction des laboratoires internes, et d'autre part la direction des laboratoires externes. » ;

3° dans le paragraphe 2, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du comité d'audit ne peuvent pas appartenir au conseil d'administration, à la direction ou au personnel d'un établissement avec un but lucratif mettant des produits alimentaires sur le marché et qui est soumis au contrôle de l'Agence. »

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, c), worden de woorden « en het welzijn van de dieren » opgeheven;

2° in paragraaf 1, g), worden de woorden « het dierenwelzijn en » opgeheven;

3° in paragraaf 3, eerste lid, wordt de zin « De inspectiediensten zijn onderverdeeld in elf controle-eenheden, te weten één per provincie en één voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. » vervangen als volgt:

« De inspectiediensten zijn georganiseerd in geografische controle-eenheden, waaronder één voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en thematische controle-eenheden. De gedelegeerd bestuurder van het Agentschap legt de verdeling in controle-eenheden vast en legt deze ter goedkeuring aan de Minister voor »;

4° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « ten hoogste drie » opgeheven;

5° in paragraaf 3, wordt het tweede lid opgeheven;

6° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden « in de schoot van de inspectiediensten » opgeheven;

7° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden « Binnen de inspectiediensten kan de gedelegeerd bestuurder van het Agentschap, » vervangen door de woorden « De gedelegeerd bestuurder van het Agentschap kan ».

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de bepalingen onder a) tot h) vervangen als volgt:

«

a) het ontwikkelen van nieuwe of aangepaste onderzoeks- en analysemethoden ingeval de bestaande nationaal en internationaal erkende methodes ontbreken, ontoereikend of onaangepast zijn;

b) het onderhouden van contacten en organiseren van de samenwerking met Europese referentielaboratoria en internationale laboratoria;

c) het erkennen en organiseren van ringtesten;

d) het uitvoeren in de eigen laboratoria, of het laten uitvoeren in externe laboratoria, van geprogrammeerde en niet-geprogrammeerde onderzoeken en analyses, hierbij inbegrepen de organisatie van de expeditie (dispatching) van de monsters en kalibratieactiviteiten;

e) het uitvoeren van onderzoeken en analyses aangevraagd door derden;

f) het selecteren en erkennen van andere laboratoria voor het uitvoeren van specifieke onderzoeken en analyses;

g) het selecteren en evalueren en/of uitvoeren van taken van referentielaboratoria voor specifieke onderzoeken en analyses;

h) het toezien op de werking van erkende laboratoria en van de referentielaboratoria;

i) het toezien op het valideren van de aangewende onderzoeks- en analysemethoden;

j) het opvolgen van de wetenschappelijke ontwikkelingen in het domein van de laboratoria;

k) het toezien op de uitvoering van de opdrachten toegewezen aan externe organisaties andere dan externe laboratoria. »;

2° in paragraaf 2, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

« Binnen het bestuur van de laboratoria worden enerzijds de directie van de interne laboratoria en de directie van de externe laboratoria inricht. »;

3° in paragraaf 2, worden het derde en het vierde lid opgeheven.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit, wordt het achtste lid vervangen als volgt:

« De leden van het auditcomité mogen niet behoren tot de beheerraad, de directie of het personeel van een inrichting met een winstoogmerk die voedselproducten op de markt brengt en die aan de controle van het Agentschap onderworpen is. »

Art. 7. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les administrations de la politique du contrôle, des services généraux, le responsable de l'administration du contrôle, la direction des services d'inspection, la direction des laboratoires externes de l'administration des laboratoires, et les services visés à l'article 3, § 3 constituent l'administration centrale de l'Agence. » ;

2° à l'alinéa 2, le mot « internes » est inséré entre les mots « la direction des laboratoires » et les mots « et les laboratoires constituent ».

Art. 8. Le ministre qui a la Sécurité de la Chaîne alimentaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

« De besturen van het controlebeleid, van de algemene diensten, de verantwoordelijke van het bestuur van de controle, de directie van de inspectiediensten, de directie van de externe laboratoria van het bestuur van de laboratoria, en de diensten bedoeld in artikel 3, § 3 vormen het hoofdbestuur van het Agentschap. »;

2° in het tweede lid, wordt het woord « interne » ingevoegd tussen de woorden « de directie van de » en de woorden « laboratoria en de laboratoria vormen ».

Art. 8. De minister bevoegd voor de veiligheid van de voedselketen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2017/11031]

23 DECEMBER 2016. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende de overdracht van personeelsleden binnen de diensten van de Vlaamse overheid ingevolge de overdracht van de Zelijnscontrole voor de Europese structuurfondsen van Agentschap Innoveren en Ondernemen naar Vlaamse Audit Autoriteit voor de programma's Frankrijk-Wallonië-Vlaanderen, Interreg Vlaanderen-Nederland, Noord West Europa, twee zeeën en Euregio Maas-Rijn

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op het decreet van 28 november 2008 tot regeling van de overdracht van personeelsleden binnen de diensten van de Vlaamse overheid in geval van verschuiving van taken of bevoegdheden, artikel 3, eerste lid, 2°, en tweede lid;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 1 juli 2016;

Overwegende het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006, artikel I 5^{ter};

Overwegende dat de Vlaamse Regering op 23 december 2016 haar goedkeuring heeft gegeven aan taken en verantwoordelijkheden van de VAA;

Op voorstel van de minister-president van de Vlaamse Regering, de Vlaamse minister van Begroting, Financiën en Energie, de Vlaamse minister van Openbare Werken, de Vlaamse minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De statutaire personeelsleden van het Agentschap Innoveren en Ondernemen, vermeld in bijlage 1, die bij dit besluit is gevoegd, worden overgedragen aan het Departement Financiën en Begroting.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2017.

Art. 3. De minister-president van de Vlaamse Regering, de Vlaamse minister, bevoegd voor het onroerend erfgoed, de Vlaamse minister bevoegd voor de financiën en de begrotingen, de Vlaamse minister, bevoegd voor het algemeen beleid inzake personeel en organisatieontwikkeling in de Vlaamse administratie en het algemeen beleid inzake de facilitaire dienstverlening en het vastgoedbeheer in de Vlaamse administratie, de Vlaamse minister bevoegd voor Werk, Economie, Innovatie en Sport, zijn ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 2016.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS

De Vlaamse minister van Begroting, Financiën en Energie,
B. TOMMELEIN

De Vlaamse minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,
Ph. MUYTERS